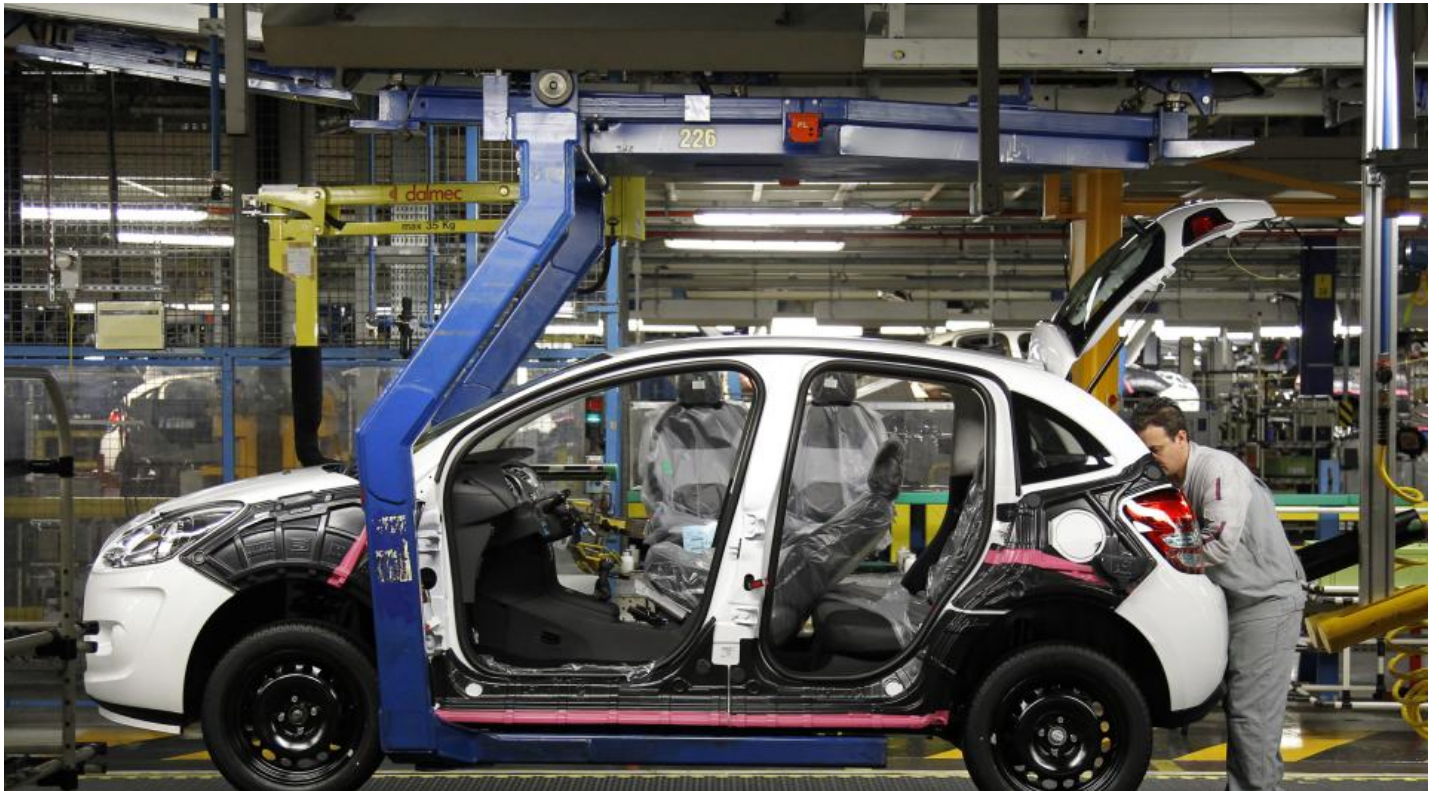


Plan de soutien à l'automobile : "décevant" et "enfantin" selon l'opposition



PSA a annoncé 819 millions d'euros de pertes au premier semestre. Dans le même temps, Arnaud Montebourg a présenté en Conseil des ministres son plan d'aide au secteur automobile.

[Mis à jour à 15h00]

Michel Sapin, a annoncé le lancement "*mi-septembre*" d'une négociation des branches de la filière automobile sur "*l'adaptation de l'outil automobile en France*". Le but est de produire la voiture "*verte et populaire*" prônée par le gouvernement. La qualité du dialogue social "*sera l'une des conditions de la réussite du plan*"; estime le ministre du Travail, qui a encouragé les partenaires sociaux à "*négoier par anticipation les adaptations nécessaires*".

[Mis à jour à 14h05]

Martine Aubry a jugé, après l'annonce du plan de soutien à l'automobile par Arnaud Montebourg, que "*le gouvernement s'attaquait aux difficultés du secteur par tous les bouts*". La secrétaire générale du Parti socialiste estime que ce plan apporte "*une approche globale et solidaire*", "*une approche responsable, aucune aide (n'étant) apportée sans garantie sociale*", et "*une approche qui n'oublie pas la dimension européenne*".

Jean-Louis Borloo, le président du Parti radical, a lui critiqué la méthode du gouvernement sur France 2 : "*elle consiste, dans un bureau tout seul, à inventer un plan pour une industrie qui représente 10% de l'activité économique du pays sans avoir vu toutes les parties prenantes, toutes les incidences, cela me paraît enfantin*".

L'ancienne ministre du Budget, Valérie Pécresse, estime elle que "**faire l'impasse sur la baisse du coût du travail aujourd'hui, c'est criminel**". Elle soutient néanmoins le renforcement du bonus écologique pour les voitures propres, "*une prolongation bienvenue de ce que nous avons lancé avec Jean-Louis Borloo et Nicolas Sarkozy*". Une pique reprise par l'ancien ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, pour qui se plan est "**un mauvais copier-coller**".

Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën **Philippe Varin s'est lui félicité du soutien affiché aux véhicules propres**, "*une excellente chose*". "*S'il y a des aides à l'hybride, ceci va nous conduire bien sûr à développer nos modèles existants*", a-t-il déclaré.

[Mis à jour à 13h40]

Cédric Klapisch et Luc Besson vont réaliser des "publicités en faveur de l'automobile française", a annoncé Arnaud Montebourg. Le gouvernement souhaite en effet engager une campagne "*de mise en valeur du Made in France, de l'automobile française*". Il a demandé avec la ministre de la Culture Aurélie Filippetti "*à des cinéastes engagés de signer, grâce à leur rayonnement international, leur talent, les publicités en faveur de l'automobile française et du 'fabriqué en France'*", a-t-il déclaré. Le ministre promet d'autres signatures de cinéastes.

[Mis à jour à 13h30]

Alors qu'Arnaud Montebourg présentait son plan d'aide à l'automobile française, **un millier de salariés de PSA Peugeot Citroën ont convergé vers l'Arc de Triomphe. Ils protestaient contre le plan de restructuration du groupe.** Dans tôt dans la matinée, ils s'étaient réuni devant le siège de PSA.

[Mis à jour à 13h]

Arnaud Montebourg a déclaré que "le temps où les aides publiques s'exerçaient sans contreparties (était) révolu". Le ministre du Redressement productif a notamment précisé que les aides seraient conditionnées à la "pérennisation des sites".

Michel Sapin a annoncé la mise en place d'une "charte automobile pour 2012-2015". Pour Michel Sapin, l'essentiel réside dans "l'anticipation par le dialogue social" : "S'il y a un reproche à faire" dans ce dossier, "c'est un manque d'anticipation". "Le dossier PSA est pire que ça, (...) c'était même retardé pour des raisons politiques le moment d'annoncer le plan", a déclaré le ministre du Travail.

Le ministre du redressement productif a également donné des précisions au sujet des nouveaux bonus-malus écologiques :

Le bonus écologique coûtera 490 millions d'euros "en grande partie compensé par le malus", a assuré Arnaud Montebourg lors de sa conférence de presse.

A l'issue du Conseil des ministres et avant que les ministres Michel Sapin (Travail) et Arnaud Montebourg (Redressement productif) ne présentent le plan du gouvernement, Jean-Marc Ayrault a estimé que "le plan pour la filière automobile est ambitieux". Pour le Premier ministre, *"les salariés ne sont pas une variable d'ajustement"*. Le Premier ministre a souhaité, à propos des plans sociaux auxquels il faut "faire face dès maintenant", que *"la négociation entre la direction de PSA et les salariés avance dans les meilleures conditions possibles"*.

Arnaud Montebourg a dénoncé également la "concurrence déloyale" des constructeurs coréens qui ont augmenté leur part de marché en Europe depuis la signature en octobre 2010 d'un accord de libre échange avec l'Union européenne.

Dans le cadre du plan de soutien à l'industrie automobile, la France va faire appel à l'Union européenne, en lui demandant de mettre "sous surveillance" l'accord de libre échange qui lie la zone à la Corée du Sud pour "défendre les intérêts de l'industrie automobile française". L'Union européenne et la Corée du Sud ont signé en octobre 2010 un accord de libre-échange. Il aurait favorisé les exportations dans le secteur automobile, selon la Commission européenne. Un accord du même type est en train d'être négocié avec le Japon, qui n'est pas vu d'un très bon oeil dans l'automobile.

[Mis à jour à 12h]

Concernant les véhicules hybrides et électriques, le gouvernement a annoncé que le renforcement du bonus écologique sera conditionné au "maintien de leurs prix par les constructeurs". Cette annonce intervient dans le cadre du plan de soutien à la filière automobile présenté ce mercredi matin. Le plan contiendra un soutien «massif» aux véhicules électriques et hybrides. L'acheteur d'un véhicule électrique touche aujourd'hui 5000 euros et celui d'une voiture hybride 2000 euros. Selon l'AFP, le bonus aurait été porté à 7000 euros pour la première catégorie et doublé (donc 4000 euros) pour les hybrides.

Le projet prévoit des facilités de financement pour les équipementiers et constructeurs en difficulté. Le plan envisage en particulier **un soutien à l'innovation avec le recours au grand emprunt pour favoriser la recherche et développement**. Le crédit impôt recherche pourrait être remobilisé en faveur de l'industrie automobile. Au total, 350 millions d'euros de crédits "d'investissements d'avenir" seront "réorientés" pour aider les constructeurs à innover, ainsi que des aides pour les sous-traitants et les distributeurs. Enfin, Arnaud Montebourg envisagerait une campagne de promotion du "Fabriqué en France" pour faire appel au patriotisme des Français.

En revanche, il n'y aura pas de nouvelle prime à la casse, le nouveau gouvernement jugeant ce dispositif trop coûteux et peu efficace.

Réunis dans le cadre d'un Comité central d'entreprise extraordinaire au siège de PSA à Paris ce mercredi matin, les représentants du personnel de PSA Peugeot Citroën ont demandé à l'unanimité la désignation d'un expert-comptable, désignation qu'ils ont obtenue.

Les élus sont ainsi parvenus à repousser la consultation sur le plan de réduction de postes, inscrite à l'ordre du jour. Pour Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, la nomination d'un expert *"repousse provisoirement la machine à licencier"*. *"C'est un petit point mais dans la longue guerre qu'on va mener, il n'y a pas de petits pas"*, explique-t-il.

[Mis à jour à 10h47]

Arnaud Montebourg dévoile son plan le jour-même où PSA s'apprête à confirmer devant son comité central d'entreprise la suppression de 8.000 postes et la fermeture d'Aulnay. Plusieurs centaines de salariés de PSA sont rassemblés devant le siège du groupe à Paris, à l'occasion d'un Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de postes.

Ils ont répondu à l'appel des syndicats du site d'Aulnay (CGT-SIA-CFDT-CFTC-Sud), qui ont également invité les salariés des autres usines, notamment celle de Rennes qui doit perdre 1 400 postes et celle de Poissy, où 700 emplois sont menacés. *"Ce plan est inacceptable et injustifié. L'attaque de PSA contre l'emploi concerne tous les sites du groupe"*, a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT.

[Mis à jour à 9h]

Dans le cadre du plan de soutien au secteur automobile qu'Arnaud Montebourg doit dévoiler ce mercredi en conseil des ministres, le gouvernement a décidé de renforcer les bonus écologiques pour les véhicules électriques ou hybrides. **Le bonus écologique pour les véhicules électriques passera à 7000 euros, contre 5000 euros actuellement, et à 4000 euros contre 2000 euros pour les hybrides.**

Le bonus pour les "véhicules thermiques faiblement polluants seront augmentés de 100 ou 150 euros selon les cas", selon des documents consultés par l'AFP. Le malus pour les véhicules polluant ne devrait pas être renforcé, selon ces documents.

Par ailleurs, le gouvernement prévoit également de ne plus acheter que des véhicules "à usage urbain" électriques **et un quart des nouveaux véhicules de l'Etat seront électriques ou hybrides.**

Le gouvernement veut également **accélérer "l'implantation de bornes de recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables"** et promouvoir "l'industrie de la déconstruction et du recyclage (qui) ouvre des perspectives de création d'emploi importantes".

Le projet prévoit également des **facilités de financement pour les équipementiers et constructeurs en difficulté** face à la baisse des ventes automobiles en Europe, et de réorienter des investissements déjà prévus vers la recherche et développement (R&D).

Enfin, la France va demander à l'Union européenne de **mettre "sous surveillance" l'accord de libre échange signé en octobre 2010 avec la Corée du Sud** pour "défendre les intérêts de l'industrie automobile française".

"Une dizaine de sites automobiles en trop" en Europe, selon Luc Chatel

Luc Chatel a appelé ce matin sur Europe 1 à la création d'un *"pacte de compétitivité"* dans le secteur automobile. *"Il y a un problème de concurrence. Aujourd'hui, en Europe, il y a une dizaine de sites automobiles en trop. Si nous ne voulons pas qu'il y ait un nouvel Aulnay, il faut prendre des mesures radicales"*, a-t-il réclamé. L'ancien secrétaire d'Etat délégué à l'Industrie, propose notamment la création d'accords de compétitivité, avec plus de souplesse dans le droit du travail, et la création d'une *"TVA emplois"* pour faire *"baisser les coûts de production"*.

Un plan d'économie de 1,5 milliard d'euros pour PSA

Dans le même temps, PSA Peugeot Citroën vient d'annoncer un nouveau plan d'économies de 1,5 milliard d'euros à l'horizon 2015, qui s'ajoute au précédent plan d'un milliard d'euros de réduction de coûts et au programme de cessions d'actifs de 1,5 milliard d'euros en vigueur en 2012.

Ce nouveau plan fait suite aux résultats catastrophiques du constructeur au premier semestre. **Il a accusé une perte nette de 819 millions d'euros, alors qu'il avait dégagé un an plus tôt un bénéfice du même ordre (806 millions).**

Ces économies comprennent 600 millions d'euros de baisse des coûts de structure obtenue, grâce aux 8000 suppressions de poste annoncées le 12 juillet, 550 millions de nouvelles coupes dans les investissements et 350 millions correspondant aux premières synergies attendues de l'alliance avec le constructeur américain General Motors.